



Front de luttes de décembre 2010

Luttes pour l'emploi

Le mot d'ordre URCF immédiat de nationalisation sans indemnités des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.

Fralib (agroalimentaire, Bouches-du-Rhône)

Le 28 décembre, les travailleurs de l'usine Fralib à Gémenos (Bouches-du-Rhône), ont lancé une campagne d'affichage en direction des consommateurs qu'ils invitent à boycotter les produits Lipton pour protester contre la fermeture du site à la fin du mois d'avril. Cette usine, qui emploie 182 salariés, appartient au groupe Unilever, qui privilégie la production sur ses autres sites en Pologne, Belgique et Grande-Bretagne et liquide un site qui ne lui rapporte pas assez de profits, laissant les travailleurs à la rue. Lors d'un CE extraordinaire, les syndicats CGT et CFE-CGC ont proposé un plan de reprise de l'usine par les travailleurs en appelant à l'engagement des pouvoirs publics, plan auquel la direction répond qu'aucune autre solution que la fermeture n'est viable.

On est ici au coeur de la contradiction capital-travail, quand la bourgeoisie n'a d'autre but que le profit, alors que ce sont les travailleurs, seuls créateurs de richesses, qui montrent en définitive leur attachement à l'outil de travail et à l'emploi. L'histoire du mouvement ouvrier est jalonnée d'expériences d'autogestion et de coopératives où les travailleurs ont fait l'expérience qu'il est possible de produire sans capitalistes et mieux que sous leur domination, mais ces "appropriations" ont toujours été limitées dans le temps et ces entreprises ne pouvaient faire face durablement à la concurrence des grands monopoles. Tant que le prolétariat n'a pas renversé l'Etat, la question de l'appropriation des moyens de production ne peut être résolue, et les rapports de production socialistes ne préexistent pas sous le capitalisme. L'URCF soutient l'initiative des travailleurs de Fralib en tant qu'elle part d'une opposition radicale à la fermeture. La lutte doit s'étendre à toutes les filiales du groupe Unilever et exiger la nationalisation de ce trust.

SNCF

A la SNCF aussi, des fermetures de lignes sont annoncées sous prétexte que RFF n'aurait pas les moyens d'assurer leur maintenance. La SNCF, comme les compagnies dans les autres pays de l'UE, a misé sur le "tout TGV" au détriment des lignes classiques et des besoins de la population. Avec la création de RFF sous Juppé, que Gayssot n'a pas remise en cause quand il a été ministre des transports sous Jospin, la SNCF se trouve mise en concurrence avec les compagnies privées étrangères qui peuvent légalement faire circuler des trains sur le réseau. RFF fait payer à la SNCF des droits de passage sur "ses" voies et bénéficie de subventions publiques qui sont cependant remises en cause. C'est encore une fois aux usagers et aux travailleurs qu'elle présentera l'addition, alors que des milliers de postes, notamment d'agents de maintenance, ont été supprimés. Le pouvoir et le patronat s'appuient sur les directives de l'Union Européenne en matière de libre-concurrence pour niveler par le bas les salaires et faire payer toujours plus les usagers. La politique de désengagement de l'Etat et de privatisation va mener, comme en Grande-Bretagne et en Belgique, à la multiplication des accidents, à de nouvelles fermetures de gares et de lignes, obligeant les usagers, sous réserve d'en avoir les

moyens, à utiliser leur automobile. Le blocage pendant quinze heures du train Strasbourg-Port Bou (faute de trouver un conducteur !) illustre l'absurdité du système capitaliste qui rogne sur les moyens matériels et humains pour satisfaire ses exigences de profit maximum.

L'URCF se prononce pour la (re-) nationalisation des entreprises et services publics et pour le refus des directives européennes, pour l'embauche de personnels de façon à satisfaire les besoins et l'arrêt de la filialisation. Il ne manque pas d'argent pour investir, alors que le secteur financier dans l'UE a reçu 4589 milliards d'euros d'aides publiques depuis octobre 2008. En France, ce sont 351,1 milliards versés dans les poches du capital financier, en particulier des banques. Celles-ci sont invitées à se restructurer, ce qui signifie bien sûr comprimer le personnel, réduire les salaires, augmenter les tarifs.

De l'argent, il y en a par ailleurs pour les dirigeants des entreprises qui ont profité de leurs stock-options à hauteur de 18 millions pour le DG adjoint de LVMH, 2,95 millions pour le DG adjoint de Vinci... Bernard Arnault, PDG de LVMH, a exercé près de 1.387.670 stock-options qui, s'il les mettait en vente, lui rapporteraient une plus-value de près de 100 millions d'euros.

C'est bien la propriété privée des moyens de production qui est l'obstacle principal à tout progrès social. C'est dans la perspective de son abolition que les luttes doivent être menées.

Luttes pour les salaires et les conditions de travail

L'URCF soutient toutes les revendications de classe en faveur de la défense des salaires et les inscrit dans la lutte générale indispensable contre le capitalisme et son pouvoir politique : Hausse de 300 euros pour tous ! SMIC à 1650 euros ! Salaires contre profits : tapons aux coffres-forts du capital !

Carrefour (Commerce, grande distribution)

La CGT de Carrefour appelle les salariés des hypermarchés à se mobiliser le 18 décembre contre un projet d'extension des horaires de travail de nuit, un projet dont la phase de test devrait être étendue à une quinzaine d'établissements début 2011. Cette journée nationale d'actions a pris différentes formes en fonction des établissements : grève, débrayage, distribution de tracts, rédaction d'une motion, signature d'une pétition.

Le syndicat dénonce une "saignée" dans les effectifs au cours des dernières années (10 000 équivalents temps plein perdus en cinq ans dans l'ensemble du groupe, dont environ 4 000 dans les enseignes Carrefour) et "*un déclin des conditions de travail*". Le projet de nouvelle organisation du travail dans les hypermarchés prévoit d'étendre les horaires de travail, avec des prises de postes à partir de 2h du matin pour l'approvisionnement des rayons, contre 4h aujourd'hui, et des fins de journée qui passeraient de 22h à 23h.

Deux établissements, à Bègles (Gironde) et à Villiers-en-Bière (Seine-et-Marne), testent ces nouveaux horaires depuis cet été, et lors d'un récent comité central d'entreprise, la direction a indiqué vouloir étendre l'expérimentation à une quinzaine d'établissements.

"*Ce projet est nocif pour les salariés, avec les conséquences du travail de nuit sur la santé et la vie de famille et une organisation du travail qui va vers plus de taylorisation*", a commenté le délégué central FO, premier syndicat chez Carrefour qui ne s'associe pas à l'appel...

La crise mondiale structurelle du capitalisme (baisse du taux de profit) pousse les conseils d'administration des monopoles et les Etats à leur solde à accentuer l'exploitation et à élargir la base de l'exploitation. Ils veulent nous faire travailler plus de jours, plus d'heures et plus d'années en gagnant moins ! Sarkozy tient bien cette feuille de route donnée par les multinationales en nous proposant le travail le dimanche, le travail jusqu'à 62 et 67 ans (dans un premier temps), 41,5 puis 42 annuités pour une retraite à taux plein, la fin des 35 heures (même annualisées)...

Nous soutenons le combat des travailleuses des grands magasins et des commerces qui devront faire le lien avec tout le peuple-travailleur et opposer au gouvernement l'intérêt commun de tous les travailleurs et leurs familles à ne travailler ni le dimanche ni le soir, à revendiquer de véritables 35 heures avec une demi-journée de repos dans la semaine (pour faire ses courses par exemple !), en plus du week-end et sans diminution de salaires.

Pour cela et pour des augmentations de salaires (300 euros nets, 1600 euros nets pour le Smic), tapons dans les coffres forts de Carrefour, Leclerc, Auchan et autres monopoles, des banques et de l'Etat ! Pour gagner, organisons-nous pour créer un rapport de force supérieur qui bloque leurs profits !

Société des transports en commun de Limoges

Les employés de la Société des transports en commun de Limoges (STCL), qui emploie 310 personnes, dont 230 chauffeurs de bus, étaient en grève depuis le mercredi 15 décembre pour une revalorisation des salaires. Les syndicats, qui réclamaient des augmentations de salaires, ont obtenu une valorisation de 3,38% qui prendra effet au 1er avril 2011 et une augmentation supplémentaire de 2,42% en 2012. Les salariés de la STCL avaient décidé de cesser le travail mercredi. Ils ont voté la reprise vendredi après-midi en assemblée générale.

Transports en commun lyonnais

Un mouvement de grève a été lancé à l'appel de trois des quatre syndicats des Transports en commun lyonnais (CGT, Unsa et FO) le jeudi 16 décembre.

"Ça fait un an qu'on demande d'ouvrir à nouveau des négociations sur l'organisation du temps du travail. Il y a un véritable mal-être dans l'entreprise", explique le secrétaire général de la CGT à TCL.

La date choisie pour ce mouvement social coïncide avec le départ de l'ancien directeur général de Kéolis Lyon (opérateur du réseau TCL), Bernard Tabary, et l'arrivée de son successeur, Pascal Jacquesson.

"On a choisi cette date parce que le directeur actuel laisse l'entreprise et le service public dans une situation assez bancal sur Lyon..., nous voulons faire comprendre que rien n'est réglé, après la dénonciation des accords d'entreprise il y a deux ans".

D'après lui, *"les taux d'absentéisme battent des records. Un cabinet extérieur a révélé un véritable malaise et un mal-être au travail. Auparavant, il y avait un certain équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Aujourd'hui, on a des amplitudes extrêmes, un temps de présence accru".*

Pour le métro, la direction a indiqué que le service serait assuré à 82%, dans le tramway, et à 66% pour les bus.

Keolis (transport en commun, Bordeaux)

Les travailleurs des bus et tramways étaient en grève le vendredi 17 décembre à Bordeaux, à l'appel de l'intersyndicale de Keolis, opérateur du réseau. L'appel a été lancé par la CFE-CGC, la CFDT, FO, la CGT et la CFTC dans le cadre des négociations annuelles obligatoires (NAO).

Seule une des trois lignes du tramway fonctionnait, avec un tram toutes les 10 à 15 minutes (contre 3 minutes aux heures de pointe en temps normal), a indiqué une porte-parole de la direction.

Le préavis durait jusqu'au 3 janvier. La circulation des bus était également fortement perturbée, notamment les "Lianes" - lignes de bus "structurantes" qui relient les différents points de l'agglomération - dont cinq sur 13 circulaient. Le taux de gréviste a atteint 85%.

Traminots et chauffeurs demandent des revalorisations salariales et dénoncent les conditions de travail qui *"ne cessent de se dégrader depuis la mise en place du nouveau réseau"* en février 2010, ainsi que le manque de moyens humains et matériels.

Les salariés devaient se rassembler devant le siège de Keolis avant de se rendre à la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) pour demander une entrevue au directeur des transports.

La société Keolis s'est vu attribuer fin 2008 le marché des transports publics de l'agglomération bordelaise pour 2009-2013, succédant à Veolia.

L'URCF est solidaire de ces travailleurs du transport, qui doivent s'organiser aussi dans des comités larges usagers/travailleurs de défense d'un transport de qualité dans les agglomérations. Bas les pattes aux droits sociaux conquis ! Dans le domaine des transports, l'URCF avance comme axe de lutte la création d'un Pôle de service public Transport. Ce pôle devra redéfinir ses missions afin de combattre la dégradation des services liées à la rentabilité financière. Le pôle public de transport permettra la coordination et la complémentarité des lignes de divers transports et de leurs horaires afin d'améliorer la qualité des déplacements urbains.

Répression

A Fort de France

Le ministère public a requis, mercredi 15 décembre, une amende de 1 500 euros à l'encontre de la secrétaire générale de la CGT Martinique Ghislaine Joachim-Arnaud pour "incitation à la haine raciale".

Lors du mouvement contre la « pwofitasyon » de février-mars 2009 dans les Antilles, les manifestants chantaient en créole un refrain stigmatisant les « békés, profiteurs et voleurs. Nous allons les foutre dehors...».

Invitée dans l'émission de télé « le club » de la chaîne ATV, diffusée le 22 mars 2009, Ghislaine inscrit ce refrain dans le livre d'or. Des mois après, elle reçoit une assignation pour « provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence, à l'égard d'un groupe de personnes » .

Le plaignant, Jean-François Hayot, est membre d'une puissante famille de békés, régnante sur l'économie de l'île, président de l'association RESPECT DOM. Cet oligarque feint d'ignorer qu'en langage populaire créole le « béké », c'est le patron, et que le mot « déwo » signifie la volonté de le mettre hors du pouvoir économique.

Le tribunal a mis sa décision en délibéré au 2 mars 2011.

Envoi de motions de soutien à Ghislaine Joachim-Arnaud et à son organisation, la CGT Martinique :
cgtm.972@wanadoo.fr

Après des siècles de traite négrière et d'esclavage, de colonialisme, de néocolonialisme aujourd'hui aux Antilles, le patronat, les békés, les multinationales françaises, avec le soutien de l'Etat bourgeois français, pillent, volent et monopolisent tous les leviers au détriment de la population. Non seulement ils tentent de se faire passer pour des victimes, mais, entendent faire un exemple en criminalisant les syndicalistes et travailleurs en lutte.

Gouverner par la peur fut toujours leur méthode. En effet, les DOM-TOM sont en réalité, avec d'autres territoires d'outre-mer, les dernières colonies de l'impérialisme français, où sévissent chômage massif, misère, surexploitation, prix et tarifs coloniaux, car les taxes diverses les rendent plus chers qu'en métropole.

Dans une île fertile en produits agricoles, le développement capitaliste à la campagne signifie que les profits des grands propriétaires fonciers sont réalisés par l'exportation des fruits et légumes qui font défaut cruellement sur le marché local.

Les produits de base (pâtes, riz, légumes) sont importés et lourdement taxés, frappant durement le budget des familles populaires.

Les peuples antillais sont en majorité les descendants des Africains victimes de la traite négrière et de l'esclavage local. La colonisation de ce territoire disputé entre l'Espagne et la France a été brutale et barbare, puisque les colons espagnols et français sont à l'origine du génocide des Amérindiens qui vivaient dans ces îles depuis des siècles.

Le mouvement contre la « profitation » a fait redresser la tête à des populations qui exigent une rupture avec « l'économie de comptoirs » et leur domination ancestrale. Patronat et gouvernement n'ont pas tenu leurs engagements envers les collectifs antillais, la vie locale est tout aussi chère, les taux de chômage records perdurent, leur crainte est une nouvelle action rassembleuse avec le soutien large du peuple-travailleur contre leurs étroits intérêts de classe exploiteuse.

L'URCF exprime sa totale solidarité avec le combat des travailleurs de Guadeloupe et Martinique. Les Guadeloupéens ont conduit une forte et massive grève générale en 2009. Ce mouvement a embrassé de larges secteurs de la population, traduisant la colère et la révolte de tout un peuple. Entreprises, écoles, commerces, stations d'essence, ont été paralysés, avec pour cible la vie chère qui paupérise la majorité de la population.

Déjà dans cette lutte, les travailleurs antillais se sont heurtés à la politique répressive du gouvernement sarkozyste, qui a envoyé ses CRS par charters.

En dernière instance, la grève générale est la conséquence de la situation coloniale, qui accentue les effets de l'exploitation capitaliste, à travers l'usurpation économique et politique de l'île par les minorités « béké » (descendants d'esclavagistes) et métropolitaine. Organisation marxiste-léniniste, l'URCF se déclare en faveur de l'autodétermination des peuples opprimés par l'impérialisme français ; c'est à eux seuls de décider de leur avenir, y compris par le droit à la séparation. « Un

peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre » , cette phrase de Marx résonne avec force aujourd'hui, car elle traduit l'exigence de justice et de libertés pour les victimes du colonialisme contemporain.

La Poste

Le 15 décembre, un rassemblement devant le siège de la Direction du Courrier de la Poste à Paris à l'appel des cinq syndicats représentatifs a eu lieu pour soutenir Olivier Rosay, délégué de Sud PTT menacé de révocation pour prise de parole non-autorisée, occupation de locaux... (voir le tract de l'URCF distribué aux postiers, usagers et dans d'autres entreprises et l'article dans IC 102). Des débrayages avaient eu lieu sur plusieurs sites, à Paris, en banlieue et en province, pour dénoncer cette répression pour faits syndicaux dont le dernier exemple comparable en France datait de 1953. Si la mobilisation a fait reculer la direction, Olivier est condamné à deux ans d'exclusion dont six mois avec sursis.

PSA

La répression patronale frappe également un délégué CGT de l'usine PSA à Aulnay (93), menacé de licenciement malgré le rejet de la demande par le CE. Des rassemblements de soutien ont eu lieu, notamment devant le tribunal des prud'hommes de Bobigny. Là encore, le patronat s'en prend à un syndicaliste combatif pour réprimer toute contestation et appliquer ses plans de restructuration à Aulnay (suppression de l'équipe de nuit, renvoi d'environ 500 intérimaires) et ailleurs (fermeture du site de Melun...). Il peut compter sur la complicité du "syndicat" maison SIA, issu de la CSL, anciennement CFT, organisation créée par le patronat, des éléments de l'extrême-droite dont d'anciens collabos et le pouvoir, qui regroupait truands, briseurs de grève, fascistes... et dénoncée à l'époque entre autres dans le livre de Marcel Caille "*Les truands du patronat*". Les provocations, brimades et sanctions sont monnaie courante à Aulnay. Bien que le groupe ait fait 680 millions de bénéfices au premier semestre 2010, et ait reçu trois milliards d'euros de prêts pour faire face à la crise, en plus de l'aide apportée par la prime à la casse, la famille Peugeot et les actionnaires (dont l'Etat fait toujours partie) programment toujours plus de suppressions de postes, de fermetures de sites, d'externalisation de la production...

L'URCF soutient les syndicalistes combatifs qui sont aux côtés des travailleurs, et appelle à exiger l'embauche des intérimaires en CDI, à s'opposer aux licenciements et fermetures de sites, en popularisant les luttes auprès de la population, comme le font ceux de Fralib.

En ce qui concerne l'intérim, il est massivement utilisé à la Poste qui s'adapte de la sorte aux périodes de fluctuation du volume du courrier en comprimant les effectifs et les salaires. Les postiers du 2^e arrondissement de Marseille ont fait grève plus de trois mois pour protester contre le recours à l'intérim alors que des travailleurs sont licenciés à l'expiration de leur CDD. Il est dans l'intérêt des postiers de soutenir les travailleurs précaires privés de droits, exposés encore plus à l'arbitraire des chefs, et d'exiger leur embauche, puis leur titularisation. C'est une lutte incontournable pour s'opposer à la casse des statuts, à la privatisation, aux fermetures de sites. Une lutte a d'ailleurs eu lieu contre la fermeture du Centre Courrier de Lauzet sur Ubaye (04), et d'autres contre les restructurations qui entraînent des suppressions de tournées de facteurs, des fermetures de guichets et de bureaux de poste.

L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et ailleurs.

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte !

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « ***Le socialisme : seule alternative au capitalisme*** ».

Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !

Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !

10 janvier 2010

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF